

# Appel pour un nouveau Bretton Woods

## Institut Schiller : Appel du comité ad hoc pour un « nouveau Bretton Woods »

Le 12 août 2007

*Déjà en 1997, 2000 et 2006, des milliers de personnalités venues de tous les horizons, d'anciens chefs d'Etats, ministres, parlementaires, syndicalistes, entrepreneurs, élus locaux, personnalités religieuses, militaires et bien d'autres, avaient signé un appel pour une réorganisation du système monétaire international. A un moment où le système financier chancelle, la présidente de l'Institut Schiller, Helga Zepp-LaRouche, renouvelle ici cette initiative qui sera présentée, avec les noms de tous ceux qui la soutiennent, à la presse internationale, à tous les gouvernements et parlements du monde, y compris au Congrès américain.*

Le système financier international subit un krach systémique. Déclenchée, mais non causée, par l'effondrement du marché immobilier américain à haut risque (subprime) et par la fin du portage sur le yen au Japon (yen carry trade), la chute du château de cartes « des instruments financiers créatifs », comme Alan Greenspan désignait ces montages de produits dérivés, se produit devant nos yeux. La frénésie des rachats à effet de levier par les fonds hyper-spéculatifs et à capital privé (hedge funds et private equity funds) s'étant transformée en raids prédateurs de plus en plus sauvages, les banques d'affaires qui ont financé ces rachats se retrouvent aujourd'hui assises sur des montagnes de créances sans valeur. D'autres institutions américaines de crédit hypothécaires feront faillite ; d'autres banques sombreront dans le maelström de la crise du crédit.

Aux Etats-Unis, on estime le volume total des crédits hypothécaires à 10 000 milliards de dollars dont un tiers sont à risque. En Allemagne, les cas de la banque IKB et de la Westdeutsche LandesBank démontrent que les conseils d'administration ont bien du mal à admettre l'ampleur de leurs pertes.

Le mythe suivant lequel les banques centrales disposent de moyens illimités pour réguler les liquidités et éviter un krach part en fumée, car elles se trouvent elles-mêmes à voguer de Charybde -

combattre l'inflation en recourant à des taux élevés pour juguler d'urgence la hausse du prix des produits alimentaires, des matières premières et du pétrole, qui mène inéluctablement à la création de nouvelles bulles spéculatives condamnées à éclater comme celle de l'immobilier, en Scylla - faire face à une crise des liquidités, déclenchée par l'assèchement des marchés subissant de plein fouet un effet de levier inversé. Si les banques centrales persistent à vouloir empêcher une réaction en chaîne par l'injection de centaines de milliards de dollars, comme elles viennent de le faire au cours de cette deuxième semaine d'août, le monde se dirigera rapidement vers une crise hyper-inflationniste semblable à celle de l'Allemagne de Weimar en 1923, sauf que cette fois-ci, au lieu de se limiter à un seul pays, cette crise s'étendra à l'échelle du monde.

A l'intérieur de cette logique, aucune issue ne permet de sortir du dilemme : le système est mort.

Des conséquences catastrophiques menacent la population mondiale. Si les pays ne disposent plus des moyens leur permettant d'assurer leur propre fonctionnement, nos sociétés risquent de sombrer dans le chaos. Le « modèle » de la mondialisation est totalement en faillite, tout comme le modèle communiste le fut dans les années 1989-91. Tous les concepts qui y sont associés, comme la politique de « délocalisations » (destruction des emplois qualifiés au bénéfice des pays à faible coût de main-d'œuvre), la « société de l'actionnaire », « l'argent qui crée l'argent », la production à « flux tendu » et l'évaluation des performances (benchmarking), ont été rejetés. L'effondrement de l'infrastructure dans les pays du G7 est le meilleur indicateur du naufrage de l'économie de marché dérégulée.

Afin d'empêcher les souffrances inacceptables qu'une désintégration incontrôlée du système financier international imposerait aux peuples, nous soussignons, demandons la convocation immédiate d'une conférence au sommet chargée de forger une nouvelle architecture globale, inspirée par le système de Bretton Woods organisé par le président Franklin Delano Roosevelt en 1944.

Nous soussignés rappelons que le parlement italien a repris la proposition de Lyndon LaRouche, dans une résolution votée le 6 avril 2005, sommant le gouvernement italien de réunir « une conférence internationale au niveau des chefs d'Etat et de gouvernements, pour créer un nouveau système monétaire et financier international plus juste. »

Une telle réorganisation en profondeur est aujourd'hui encore plus urgente, mais le potentiel pour qu'elle aboutisse s'est aussi accru. C'est à cause d'une ironie de l'histoire. Alors que l'Union soviétique commençait à chanceler sur ses bases, en 1991, les néo-conservateurs aux commandes du gouvernement de Bush père décidèrent de transformer la République américaine en un empire, suivant en cela les politiques préconisées par le « Projet pour un nouveau siècle américain ». Cette « doctrine du droit du plus fort » reposait sur l'idée que l'on ne pouvait tolérer qu'une nation ou un groupe de nations puisse constituer une menace potentielle envers la position dominante des Etats-Unis dans les domaines politique, économique ou militaire.

Alors, en réaction à cette politique des néo-conservateurs de l'administration Bush/Cheney, promouvant une politique de « guerre préventive » et de « changements de régime », est né un processus de coopération entre les nations d'Eurasie et d'Amérique latine. Ce processus, qui, d'ordinaire, aurait exigé des dizaines d'années, s'est trouvé accéléré face à la politique unipolaire américaine. Nombre de chefs d'Etats de pays importants ont clairement fait comprendre qu'ils entendent défendre le bien commun de leurs populations contre la mainmise des institutions financières de la mondialisation. En conséquence, les chances de pouvoir mettre sur la table un nouvel ordre économique mondial ont énormément augmenté.

Ce serait néanmoins une dangereuse illusion de croire que l'on puisse réussir à réorganiser le système financier international aujourd'hui en faillite sans, ou contre, les Etats-Unis. En raison de cela, nous autres soussignés nous déclarons en faveur d'une coopération avec la « vraie » Amérique, celle de la tradition de la Révolution américaine et de la déclaration d'indépendance, l'Amérique à laquelle sont associés les noms d'Alexander Hamilton, John Quincy Adams, Abraham Lincoln, Franklin D. Roosevelt et Martin Luther King, celle qu'inspire aujourd'hui Lyndon LaRouche. Cette Amérique doit faire partie d'une nouvelle « communauté de principes » composée de Républiques souveraines, réunies pour servir le bien commun de l'humanité.

Dans la période récente, Lyndon LaRouche a souligné à plusieurs reprises que seule la conjonction

d'une Amérique transformée et de la Russie, la Chine et l'Inde, aurait assez de force pour inscrire la question d'un nouveau système monétaire sur l'agenda du monde. Ce qui ne veut pas dire que les autres nations ne pourront pas ou ne devront pas participer à sa mise en place en tant que partenaires actifs de ces quatre puissances.

Afin de corriger les serremments économiques engendrés par le changement de paradigme de ces quarante dernières années, surtout depuis le démembrement du système de parités fixes en 1971 par le président américain Richard Nixon qui conduisit, après la dislocation de l'Union soviétique, à la mondialisation destructrice et au capitalisme prédateur actuel, nous préconisons les initiatives ci-dessous :

La conférence pour un nouveau Bretton Woods devra agir de toute urgence afin que :

- Le système financier actuel soit déclaré en faillite, mis en règlement judiciaire et remplacé par un nouveau.
- Un système de parités fixes soit accepté et immédiatement mis en place.
- Les produits financiers hyper-spéculatifs, tels que les « produits dérivés », soient mis hors la loi par des accords entre gouvernements.
- Une vaste réorganisation de la dette soit entreprise, certaines dettes devant être rééchelonnées ou annulées.
- De nouvelles lignes de crédit soient ouvertes grâce au crédit productif public, en s'inspirant de la politique d'Alexander Hamilton et du « Système d'économie politique américain », rendant ainsi possible le plein emploi qualifié grâce à des investissements dans un renouveau infrastructurel et technologique.
- Le « pont terrestre eurasiatique » soit réalisé, clef de voûte de la reconstruction économique mondiale et vision qui sera à l'origine non seulement d'un « miracle » économique mais aussi socle de la paix mondiale du vingt-et-unième siècle.
- Un nouveau « traité de Westphalie » soit signé pour garantir la disponibilité, l'exploration et le développement des matières premières en faveur de tous les pays du monde, au moins pour les cinquante ans à venir.

Nous, les soussignés, partageons la conviction que le système de la « mondialisation », avec son « capitalisme sauvage », a échoué aussi bien sur le plan économique et financier que sur le plan moral. Pour le remplacer, nous devons remettre l'homme au coeur des choses, l'économie devant servir d'abord et surtout l'intérêt général. Le nouvel ordre économique doit garantir les droits inaliénables de tous les membres de l'espèce humaine sur cette planète.

## Echantillon d'élus et personnalités français parmi les 263 Signataires (au 11 février 2008)

- M. Louis ADOBATI, maire de ECHALLON (Ain).
- M. Jean ANDRIEUX, maire de SAINT MARTIAL D'ALBAREDE (Dordogne).
- M. Jean BADIN, maire de SAINT ANNE SUR GERVONDE (Isère).
- M. Nicolas BAHU, maire de MARIZY SAINTE GENEVIEVE (Aisne).
- M. Daniel BARRET, maire de TREGUIDEL (Cotes d'Armor).
- M. Didier BAZIN, maire de SAINT PIERRE AIGLE (Aisne).
- M. Jean-Marc BAZY, maire de CAMARADE (Ariège).
- M. Jean-Paul BECKER, maire de RAVILLE (Moselle).
- M. Guy BERTHAULT, ancien membre de section du Conseil Economique et Social, MEULAN (Yvelines).
- M. Denis BERTHOUX, maire de CREANCY (Cote d'Or).
- M. Jean-Jacques BILLAZ, maire de SAINT PIERRE D'ALLEVARD (Isère).
- M. Jean-Pierre BLANCART, maire de VILLERS AU BOIS (Pas de Calais).
- M. Philippe BOURCIER DE CARBON, Démographe, PARIS.
- M. Charles BOURDAIS, maire de MONT-DOL (Ille et Vilaine).
- M. Daniel BRETILLON, maire de COURCELLES LES SEMUR (Cote d'Or).
- M. Jean-Paul CAILLETEAU, maire de VOUTHON (Charente).
- M. Lanciné CAMARA, journaliste, rédacteur en chef du Devoir Africain, président de l'Union Internationale des Journalistes Africains, ALFORTVILLE (Val de Marne).
- M. Jean-Michel CAMOU, maire de OREGUE (Pyrénées Atlantiques).
- M. Jean CAZALAS, maire de SAINTE AURENCE CAZAUX (Gers).
- M. Gérard CHARASSE, député (PRG) de l'Allier ; vice-président du groupe Socialiste, radical et citoyen ; membre de la commission de la défense.
- M. Jacques CHEMINADE, président de Solidarité & Progrès, ancien candidat présidentiel, PARIS
- M. Etienne CHOUARD, professeur, MARSEILLE (Bouches du Rhône).
- M. Pascal CROU, maire de PASSY (Yonne).
- M. Jean DAVENE, ingénieur consultant, SAINT-ETIENNE (Loire).
- M. Georges DEISS, maire de SPARSBACH (Bas-Rhin).
- Mme Christine DELAGNEAU, maire de HAUTERIVE (Yonne).
- M. Pierre DUCROS, maire de GILHAC ET BRIZAC (Ardèche).
- M. Jacky DUMINY, maire de ORS (Nord).
- M. Jacky DUMONT, maire de THIEULOY SAINT ANTOINE (Oise).
- M. Michel FABRIES, maire de TEYSSODE (Tarn et Garonne).
- M. Paul FROMONTEIL, vice-président de la région Poitou-Charentes, Châtelleraut (Vienne).
- M. Yves GENIN, maire d'AUTET (Haute Saône).
- M. Michel GEORGES, maire de THIAVILLE SUR MEURTHE (Meurthe et Moselle).
- M. André GERIN, député (PC) du Rhône (Rhône), maire de VENISSIEUX (69) ; membre du groupe de la gauche démocrate et républicaine ; membre de la communauté urbaine du Grand Lyon.
- René GIAVARINI, maire de SERIGNAC (Tarn et Garonne).
- M. Jean-Paul GOYHENECHÉ, maire de UGNY-LE-GAY (Aisne).
- M. Daniel HEYDT, maire de BELLANGE (Moselle).
- M. André-Jacques HOLBECQ, économiste, AIX EN PROVENCE (Bouches-du-Rhône).
- M. Claude KAISER, maire de MENIL-LA-HORGNE (Meuse).
- M. Roland KINNEL, maire de SEINGHOUSE (Moselle).
- M. Jean-Pierre KOEGLER, maire de MIERY (Jura).
- M. Jean-Marie MANGIN, maire de VARMONZEY (Vosges).
- M. Didier MARCHAL, maire de BEAUMOTTE LES PIN (Haute Saône).
- M. Alain MARSAC, maire de MONTREUIL LE GAST (Ille et Vilaine).
- M. René MECHET, maire de CHASSIGNY (Haute Marne).
- M. Pierre MESQUI, maire de BLANQUEFORT SUR BRIOLANCE (Lot et Garonne).
- M. Thierry MEYSSAN, écrivain.
- Mme Dominique REVAULT D'ALLONNES, PARIS.
- M. François RICHOU, conseiller général de Rennes-Bréquigny (Ille-et-Vilaine).
- M. René RICOT, administrateur territorial (HC), AUVERS SUR OISE (Val d'Oise).
- Mme Marie-France SALLES, maire de ENGAYRAC (Lot et Garonne).
- M. Gérard TARDY, maire de LORETTE (Loire).
- M. Frédéric THOURON, journaliste, NANCY (Meurthe et Moselle).
- M. Olivier TIMMERMAN, maire de QUIERZY (Aisne).
- M. Hubert TRAPET, maire de PONTIGNY (Yonne).

*Je soutiens cet appel d'Helga Zepp-LaRouche pour un nouveau Bretton Woods*

Nom, prénom : .....

Titre, organisation : .....

Adresse : .....

Tél : ..... adresse e-mail.....

A retourner à l'Institut Schiller, 101 rue Mouffetard 75005 PARIS  
 Pour plus d'informations, contacter Christine Bierre au 01 76 69 14 54